

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Oka _____

Code géographique : 72032 _____

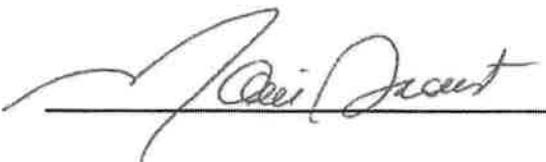
Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie Daoust, atteste la véracité du rapport financier
de Oka pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-04-28

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ D'OKA

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ D'OKA (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'OKA au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'OKA inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilité de l'auditeur à l'égard des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	5 389 762	5 270 605	5 138 015
Compensations tenant lieu de taxes	2	849 315	1 020 054	985 229
Quotes-parts	3			
Transferts	4	182 584	761 335	661 254
Services rendus	5	318 920	365 750	492 002
Imposition de droits	6	204 500	254 345	306 390
Amendes et pénalités	7	97 000	194 110	155 111
Revenus de placements de portefeuille	8	3 500	2 587	3 486
Autres revenus d'intérêts	9	49 046	71 274	94 676
Autres revenus	10		359 455	847 036
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 094 627	8 299 515	8 683 199
Charges				
Administration générale	14	1 479 100	1 644 403	2 042 000
Sécurité publique	15	1 111 853	2 030 337	1 235 325
Transport	16	1 656 915	1 979 810	1 921 887
Hygiène du milieu	17	1 304 151	1 710 637	2 278 314
Santé et bien-être	18		40 125	40 199
Aménagement, urbanisme et développement	19	355 289	401 041	337 737
Loisirs et culture	20	652 111	855 479	656 412
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	118 463	148 292	109 332
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 677 882	8 810 124	8 621 206
Excédent (déficit) de l'exercice	25	416 745	(510 609)	61 993
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 728 540	19 666 547
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		19 728 540	19 666 547
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		19 217 931	19 728 540

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 2 316 709	1 508 754
Débiteurs (note 5)	2 1 986 028	2 737 487
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4 33 580	72 604
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7 155 000	
	8 4 491 317	4 318 845
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	229 300
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 1 681 266	1 186 616
Revenus reportés (note 12)	12 137 919	54 593
Dette à long terme (note 13)	13 5 799 019	4 451 982
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 7 618 204	5 922 491
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (3 126 887)	(1 603 646)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 22 344 818	21 332 186
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	
Stocks de fournitures	19	
Autres actifs non financiers (note 17)	20	
	21 22 344 818	21 332 186
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 19 217 931	19 728 540

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	416 745	(510 609)	61 993
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	2 356 207 ) (	1 376 649)
Produit de cession	3		4 300	14 501
Amortissement	4		1 075 046	1 037 616
(Gain) perte sur cession	5		18 722	4 895
Réduction de valeur / Reclassement	6		245 507	
	7		(1 012 632)	(319 637)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			6 254
	11			6 254
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	416 745	(1 523 241)	(251 390)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(1 603 646)	(1 352 256)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(1 603 646)	(1 352 256)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(3 126 887)	(1 603 646)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(510 609)	61 993
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 075 046	1 037 616
Autres			
- Perte (gain) sur cession act	3	18 325	5 821
- Réduction valeur prop dest rev	4	90 507	
	5	673 269	1 105 430
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	751 459	236 878
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	494 650	(102 897)
Revenus reportés	9	83 326	19 401
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		6 254
	14	2 002 704	1 265 066
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 356 207)	(1 376 649)
Produit de cession	16	4 300	14 501
	17	(2 351 907)	(1 362 148)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(2 579)	(3 483)
Cession	21	42 000	42 600
	22	39 421	39 117
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 828 700	1 925 100
Remboursement de la dette à long terme	24	(492 000)	(371 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(229 300)	(870 700)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	10 337	(15 166)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 117 737	668 234
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	807 955	610 269
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 508 754	898 485
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 508 754	898 485
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 316 709	1 508 754

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est une corporation constituée selon le décret 950-99 du Gouvernement du Québec adopté le 25 août 1999 en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale et régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17-1 à 17-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

b) Actifs non financiers**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	variant entre 5 et 40 ans
Bâtiments	variant entre 15 et 40 ans
Véhicules	variant entre 10 et 25 ans
Ameublement et équipement de bureau	variant entre 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	variant entre 5 et 20 ans
Autres	variant entre 5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les services futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 288 056	1 508 754
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 28 653	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 316 709	1 508 754
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 29 205	504
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 84 064	113 077
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 566 558	1 585 401
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 52 157	974 775
Organismes municipaux	15 281 594	23 740
Autres		
- Divers	16 1 655	40 494
-	17	
	18 1 986 028	2 737 487
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 130 036	870 873
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 130 036	870 873
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 71 935	59 821
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	33 580	72 604
	32	33 580	72 604
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	33 580	72 604
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	66 876	66 526
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	22 800	23 233
	43	89 676	89 759

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	155 000	
Autres	45		
	46	155 000	

Note

Au cours de l'exercice, la municipalité a reclassé dans les propriétés destinées à la revente une immobilisation en cours, soit un terrain, au coût de 245 507 \$. Cette propriété a été dévaluée d'un montant de 90 507 \$ pour refléter sa valeur de réalisation nette au 31 décembre 2019 de 155 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
10. Emprunts temporaires			
La municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 800 000 \$ au taux préférentiel pour financer les dépenses d'administration courantes. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement. Elle était inutilisée au 31 décembre 2019.			
La municipalité dispose également de prêts à terme consentis dans le cadre de règlements d'emprunt. Ces prêts ont été autorisés pour un montant total de 1 870 000 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, ces prêts étaient inutilisés.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	905 160	496 325
Salaires et avantages sociaux	48	251 706	212 224
Dépôts et retenues de garantie	49	253 985	272 947
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	235 231	159 971
- Gouvernement du Québec	54	3 168	29 574
- Intérêts courus	55	32 016	15 575
-	56		
-	57		
	58	1 681 266	1 186 616

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	20 457	18 265
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	32 046	18 136
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	85 416	18 192
-	69		
-	70		
-	71		
	72	137 919	54 593

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,57	2020	2044	73	5 822 100	4 485 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	5 822 100	4 485 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(23 081)	(33 418)
					83	5 799 019	4 451 982

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2019</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2020	84	92	571 600	100	109	117	571 600
2021	85	93	511 400	101	110	118	511 400
2022	86	94	347 300	102	111	119	347 300
2023	87	95	357 100	103	112	120	357 100
2024	88	96	322 200	104	113	121	322 200
2025 et +	89	97	3 712 500	105	114	122	3 712 500
	90	98	5 822 100	106	115	123	5 822 100
Intérêts et frais accessoires			107	()		124	()
	91	99	5 822 100	108	116	125	5 822 100

Note

		2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(3 126 887)	(1 603 646)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(3 126 887)	(1 603 646)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	7 379 246	158	63 830	185		212	7 443 076
Eaux usées	131	7 661 462	159		186		213	7 661 462
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	8 072 396	160	268 524	187	219 446	214	8 121 474
Autres	133	3 269 293	161	55 005	188	3 993	215	3 320 305
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	3 419 863	163	885 259	190		217	4 305 122
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 013 949	165	677 332	192	135 538	219	1 555 743
Ameublement et équipement de bureau	138	231 963	166	69 363	193	14 894	220	286 432
Machinerie, outillage et équipement divers	139	782 541	167	46 936	194	23 183	221	806 294
Terrains	140	2 781 888	168	40 374	195		222	2 822 262
Autres	141	288 817	169	2 106	196	178 925	223	111 998
	142	<u>34 901 418</u>	170	<u>2 108 729</u>	197	<u>575 979</u>	224	<u>36 434 168</u>
Immobilisations en cours	143	608 320	171	247 478	198	245 507	225	610 291
	144	<u>35 509 738</u>	172	<u>2 356 207</u>	199	<u>821 486</u>	226	<u>37 044 459</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	2 685 064	173	188 008	200		227	2 873 072
Eaux usées	146	4 353 287	174	217 334	201		228	4 570 621
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 568 543	175	314 790	202	219 446	229	3 663 887
Autres	148	1 151 053	176	102 849	203	3 993	230	1 249 909
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 483 829	178	90 353	205		232	1 574 182
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	299 868	180	57 232	207	112 516	234	244 584
Ameublement et équipement de bureau	153	129 460	181	33 036	208	14 894	235	147 602
Machinerie, outillage et équipement divers	154	280 929	182	60 174	209	23 183	236	317 920
Autres	155	225 519	183	11 270	210	178 925	237	57 864
	156	<u>14 177 552</u>	184	<u>1 075 046</u>	211	<u>552 957</u>	238	<u>14 699 641</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>21 332 186</u>					239	<u>22 344 818</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(	) 244	(	) 246	(	) 248	(
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	155 000	
	253	155 000	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	155 000	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
-	256		
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la municipalité s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 5 359 384 \$. Les paiements minimums exigibles estimatifs pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2020	=	1 208 540 \$
2021	=	1 215 947 \$
2022	=	1 148 436 \$
2023	=	770 197 \$
2024	=	490 581 \$

19. Droits contractuels

La municipalité a signé divers contrats de location en vertu de baux se terminant entre 2021 et 2027 pour un montant total de 324 056 \$. Les revenus minimums encaissables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2020	=	129 308 \$
2021	=	117 541 \$
2022	=	25 300 \$
2023	=	15 039 \$
2024	=	15 340 \$

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 2 128 714 \$ pour des travaux. La municipalité doit conserver un niveau d'investissement minimum de 1 438 750 \$ sur 5 ans. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Chiffres comparatifs

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2019.

26. Événements postérieurs à la date du bilan

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 28 avril 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la fermeture de ses bureaux jusqu'au 4 mai 2020 en vertu d'un décret provincial.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	5 389 762	5 270 605		5 270 605	5 138 015
2 Compensations tenant lieu de taxes	849 315	1 020 054		1 020 054	985 229
3 Quotes-parts					
4 Transferts	182 584	761 335		761 335	352 972
5 Services rendus	318 920	365 750		365 750	492 002
6 Imposition de droits	204 500	254 345		254 345	306 390
7 Amendes et pénalités	97 000	194 110		194 110	155 111
8 Revenus de placements de portefeuille	3 500	2 587		2 587	3 486
9 Autres revenus d'intérêts	49 046	71 274		71 274	94 676
10 Autres revenus		274 748		274 748	837 934
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	7 094 627	8 214 808		8 214 808	8 365 815
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts					308 282
16 Imposition de droits					
17 Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs		36 551		36 551	4 453
19 Autres		48 156		48 156	4 649
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
20		84 707		84 707	317 384
21	7 094 627	8 299 515		8 299 515	8 683 199
Charges					
22 Administration générale	1 479 100	1 607 810	36 593	1 644 403	2 042 000
23 Sécurité publique	1 111 853	1 960 703	69 634	2 030 337	1 235 325
24 Transport	1 656 915	1 605 046	374 764	1 979 810	1 921 887
25 Hygiène du milieu	1 304 151	1 265 591	445 046	1 710 637	2 278 314
26 Santé et bien-être		40 125		40 125	40 199
27 Aménagement, urbanisme et développement	355 289	393 338	7 703	401 041	337 737
28 Loisirs et culture	652 111	714 173	141 306	855 479	656 412
29 Réseau d'électricité					
30 Frais de financement	118 463	148 292		148 292	109 332
31 Effet net des opérations de restructuration					
32		1 075 046	(1 075 046)		
33 Amortissement des immobilisations	6 677 882	8 810 124		8 810 124	8 621 206
34	416 745	(510 609)		(510 609)	61 993
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	416 745	(510 609)	61 993
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 84 707 ) (	317 384)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	416 745	(595 316)	(255 391)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 075 046	1 037 616
Produit de cession	5		4 300	14 501
(Gain) perte sur cession	6		18 722	4 895
Réduction de valeur / Reclassement	7		245 507	
	8		1 343 575	1 057 012
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10		(155 000)	
	11		(155 000)	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		22 500	229 300
Remboursement de la dette à long terme	17 (	273 583 ) (	278 365 ) (	163 226)
	18	(273 583)	(255 865)	66 074
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	170 000 ) (	343 096 ) (	138 219)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	10 000	75 234	50 097
Excédent de fonctionnement affecté	21		450	73 844
Réserves financières et fonds réservés	22	16 838	(1 736)	(23 984)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(143 162)	(269 148)	(38 262)
	26	(416 745)	663 562	1 084 824
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		68 246	829 433

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	84 707	317 384
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(379 178)	(179 396)
Sécurité publique	3	(606 685)	()
Transport	4	(370 217)	(576 256)
Hygiène du milieu	5	(121 929)	(441 486)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(164 832)	(131 120)
Loisirs et culture	8	(713 366)	(48 391)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(2 356 207)	(1 376 649)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 333 402	1 695 800
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	343 096	138 219
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	569 180	389 700
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	103 344	35 766
	18	1 015 620	563 685
	19	(7 185)	882 836
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	77 522	1 200 220

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	2 055 708	2 089 097	1 854 657
Charges sociales	2	421 829	390 527	368 592
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	28 700	23 439	27 491
Autres biens et services	6	3 716 653	4 600 464	4 376 568
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	108 123	123 245	73 472
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		13 336	24 924
D'autres tiers	10	10 340		
Autres frais de financement	11		11 711	10 936
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	242 029	265 324	281 167
Transferts	13			
Autres	14		1 691	
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16		974	
Amortissement des immobilisations	17		1 075 046	1 037 616
Autres				
- Créances douteuses ou irrécouv	18	8 000	44 805	13 985
- Exécution d'une caution	19			460 837
- Autres	20	86 500	170 465	90 961
	21	6 677 882	8 810 124	8 621 206

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements
de portefeuille à titre d'investissement
Autres revenus

1
2
3
4

Charges

Créances douteuses
Radiation de prêts et de placements de portefeuille
Variation de la provision pour moins-value

5
6

Autres charges

7

8

9

Excédent (déficit) de l'exercice

10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Placements de portefeuille
Débiteurs
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à
titre d'investissement
Provision pour moins-value

11
12
13

14

15

16

17

Passifs

Créditeurs et charges à payer
Revenus reportés
Dettes à long terme

18

19

20

21

Solde du Fonds local d'investissement

22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres
Supportant les engagements de prêts
Supportant les garanties de prêts

23

24

25

26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris
leur radiation s'il y a lieu**

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice	11
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	574 233	1 208 252
Excédent de fonctionnement affecté	2	126 848	69 447
Réserves financières et fonds réservés	3	267 525	368 439
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(392 400)	(439 300)
Financement des investissements en cours	5	441 571	364 743
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 200 154	18 156 959
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	19 217 931	19 728 540
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	574 233	1 208 252
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	574 233	1 208 252
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Dette SQ (98-1)	12	41 560	41 560
- Étangs (98-153)	13	4 030	3 200
- Boues (98-154)	14	24 623	20 687
- Élite Sportive	15	3 550	4 000
- Budget subséquent	16	53 085	
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	126 848	69 447
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	126 848	69 447
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	206 552	269 149
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	26 841	26 841
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds Loi 288	45	34 132	72 449
-	46		
	47	267 525	368 439
	48	267 525	368 439

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite 49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 51 () ()

Autres 52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement 55 () ()

Assainissement des sites contaminés 56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert 57 () ()

Autres

- 58 () ()

- 59 () ()

60 () ()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux 61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme 62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général 63 () ()

Utilisation du fonds de roulement 64 () ()

Mesure relative aux frais reportés 65 () ()

Autres

- 66 () ()

- 67 () ()

68 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ 69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme 70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS 71 () ()

Autres

- Financement des act. fonct. 72 (392 400) (439 300)

- 73 () ()

74 (392 400) (439 300)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement 75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement 76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de

portefeuille à titre d'investissement liés au FLI 77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement

liés à des emprunts de fonctionnement 78

Autres

- 79

80

81 (392 400) (439 300)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 770 632	900 140
Investissements à financer	83 (329 061 ) (	535 397)
	84 441 571	364 743
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 22 344 818	21 332 186
Propriétés destinées à la revente	86 155 000	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 22 499 818	21 332 186
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 22 499 818	21 332 186
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (5 799 019 ) (	4 451 982)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (23 081 ) (	33 418)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 130 036	870 873
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 392 400	439 300
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (4 299 664 ) (	3 175 227)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ())
	100 (4 299 664 ) (	3 175 227)
	101 18 200 154	18 156 959

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Les coûts des régimes de retraite sont imputés aux dépenses au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime volontaire d'épargne-retraite 108		
Régime de retraite simplifié 109		
Régime de retraite par financement salarial 110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 111		
Autres régimes 112	66 876	66 526
	66 876	66 526

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 116	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	5 366	5 463
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	18 084	18 410
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	4 716	4 823
	120	22 800	23 233

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 934 334	3 978 169	3 939 146
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	160 374	137 351	33 718
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 094 708	4 115 520	3 972 864
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	447 528	425 837	421 584
Égout	11	217 240	203 618	206 873
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	434 110	353 898	386 955
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	28 500	27 453	27 491
Service de la dette	18	167 676	144 279	122 248
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 295 054	1 155 085	1 165 151
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 295 054	1 155 085	1 165 151
	27	5 389 762	5 270 605	5 138 015

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28 93 643	95 877	94 513
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31 8 324	8 324	8 324
	32 101 967	104 201	102 837
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	2 996	
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35 75 649	74 922	74 166
	36 75 649	77 918	74 166
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41 177 616	182 119	177 003
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42 671 699	701 478	808 226
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	136 457	
Taxes d'affaires	44		
	45 671 699	837 935	808 226
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52 849 315	1 020 054	985 229

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		797
Sécurité publique			
Police	54	58 199	58 579
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56	472 061	102 927
Autres	57	7 460	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	16 687	21 902
Traitement des eaux usées	70	14 564	15 354
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	45 000	45 411
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	13 697	9 136
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	13 158	13 358
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	9 300	9 093
Autres	89	3 550	
Réseau d'électricité	90		
	91	106 169	276 557

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		22 042
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		275 615
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		5 639
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		4 986
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130		308 282

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	76 415	81 748	76 415
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	76 415	81 748	76 415
TOTAL DES TRANSFERTS	140	182 584	761 335	661 254

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	5 676	12 104
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	5 676	12 104
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	3 400	3 412
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	3 400	3 412
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	3 400	9 088
		15 516	15 516

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	39 320	34 417
	186	39 320	38 870
Sécurité publique			
Police	187	88 300	96 453
Sécurité incendie	188	8 000	10 158
Sécurité civile	189		13 854
Autres	190		
	191	96 300	106 611
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	1 000	3 280
Enlèvement de la neige	193		2 026
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	1 000	3 280
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201	100	300
Réseau de distribution de l'eau potable	202	28 000	64 985
Traitement des eaux usées	203	41 500	119 606
Réseaux d'égout	204	650	650
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	3 000	8 885
Matières recyclables	206	1 500	4 968
Autres	207		5 829
Cours d'eau	208		895
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		2 738
	211	74 750	208 856
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	3 000	4 775
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		21
Autres	219		
	220	3 000	4 796
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	101 150	121 491
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		60
Autres	223		
	224	101 150	121 491
Réseau d'électricité			
	225		
	226	315 520	476 486
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	318 920	492 002

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	12 400	16 010	10 847
Droits de mutation immobilière	229	192 100	238 335	295 543
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	204 500	254 345	306 390
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	97 000	194 110	155 111
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234	3 500	2 587	3 486
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	49 046	71 274	94 676
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		(18 722)	(4 895)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		397	(926)
Contributions des promoteurs	239		36 551	4 453
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242		278 000	2 000
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		63 229	846 404
	245		359 455	847 036
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	184 923	172 409	172 409	187 500
Greffes et application de la loi	2	54 250	119 170	119 170	78 024
Gestion financière et administrative	3	1 023 842	1 102 184	36 593	1 049 163
Évaluation	4	151 705	156 844	156 844	204 643
Gestion du personnel	5				
Autres					
- Cautonnement	6	64 380	57 203	57 203	460 837
- Autres	7				61 833
	8	1 479 100	1 607 810	36 593	2 042 000
				1 644 403	
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	794 021	865 857	27 035	857 699
Sécurité incendie	10	285 949	309 752	42 599	355 591
Sécurité civile	11	31 883	785 094	785 094	19 589
Autres	12				2 446
	13	1 111 853	1 960 703	69 634	2 030 337
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	838 090	805 478	366 553	1 172 615
Enlèvement de la neige	15	506 800	583 165	583 165	530 440
Éclairage des rues	16	61 740	56 252	2 775	45 400
Circulation et stationnement	17	37 820	26 674	5 436	39 564
Transport collectif					
Transport en commun	18	212 465	133 477	133 477	133 868
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 656 915	1 605 046	374 764	1 979 810
				1 921 887	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	377 578	342 766	69 889	412 655
Réseau de distribution de l'eau potable	24	108 900	94 138	145 291	239 429
Traitement des eaux usées	25	233 443	228 003	179 395	407 398
Réseaux d'égout	26	34 190	26 946	41 341	68 287
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	133 550	123 173	5 062	128 235
Élimination	28	101 000	100 650		100 650
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	73 100	77 205	2 155	79 360
Tri et conditionnement	30	12 000	44 021		44 021
Matières organiques					
Collecte et transport	31	62 300	68 825		68 825
Traitement	32	30 000	37 906		37 906
Matériaux secs	33	110 090	112 956	200	113 156
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	4 000	7 911		7 911
Protection de l'environnement	38	24 000	1 091	1 713	2 804
Autres	39				
	40	1 304 151	1 265 591	445 046	1 710 637
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					2 278 314
Logement social	41		40 125		40 125
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44		40 125		40 125
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					40 199
Aménagement, urbanisme et zonage	45	222 716	213 131	6 473	219 604
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47		90 507		90 507
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48		457		457
Tourisme	49	57 310	43 017	1 230	44 247
Autres	50		10 352		10 352
Autres	51	75 263	35 874		35 874
	52	355 289	393 338	7 703	401 041

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	81 700	93 830	29 808	123 638
Patinoires intérieures et extérieures	54	37 416	47 202	4 127	51 329
Piscines, plages et ports de plaisance	55		1 443	40 391	41 834
Parcs et terrains de jeux	56	198 374	161 771	62 815	224 586
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	167 699	190 533	2 574	193 107
Autres	59	485 189	494 779	139 715	634 494
60					189 434
61					559 778
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	101 409	128 830	1 134	129 964
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	65 513	90 564	457	91 021
66		166 922	219 394	1 591	220 985
67		652 111	714 173	141 306	855 479
68					51 755
					96 634
					656 412
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	118 463	126 243		126 243
Autres frais	70		10 338		10 338
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72		11 711		11 711
73		118 463	148 292		148 292
					10 936
					109 332
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
75			1 075 046 (	1 075 046)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Oka _____

Code géographique : 72032 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	63 830	142 829
Usines de traitement de l'eau potable	2		238 531
Usines et bassins d'épuration	3	18 814	30 064
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	267 540	423 552
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		4 649
Autres infrastructures	11	168 748	16 225
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	274 235	175 715
Édifices communautaires et récréatifs	14	703 897	29 944
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	677 330	51 561
Ameublement et équipement de bureau	18	73 587	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	37 037	138 516
Terrains	20	69 083	111 063
Autres	21	2 106	14 000
	22	2 356 207	1 376 649

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	17 242	142 829
Usines de traitement de l'eau potable	24		238 531
Usines et bassins d'épuration	25	18 814	30 064
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	403 669	444 426
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	46 588	
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	32 619	
Autres immobilisations	33	1 837 275	520 799
	34	2 356 207	1 376 649

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	549 254		54 620	494 634
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 065 273	1 355 902	223 745	4 197 430
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 614 527	1 355 902	278 365	4 692 064
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	870 873	472 798	213 635	1 130 036
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	870 873	472 798	213 635	1 130 036
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	870 873	472 798	213 635	1 130 036
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	870 873	472 798	213 635	1 130 036
	19	4 485 400	1 828 700	492 000	5 822 100
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 485 400	1 828 700	492 000	5 822 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	5 822 100
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	329 061
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommés affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 130 036
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	586 110
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	4 435 015
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	4 435 015
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	30 053
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	426 694
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	4 891 762
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	4 891 762
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	11 985	11 958	11 100
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	109 954	133 477	146 223
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	1 093	1 091	1 585
Santé et bien-être				
Logement social	16	40 217	40 125	40 199
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	33 527	33 524	37 070
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	10 376	10 352	10 113
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	34 877	34 797	34 877
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	242 029	265 324	281 167

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 356 207	1 376 649
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 356 207	1 376 649

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	9,50	40,00	18 564,00	678 045	123 793	801 838
2 Professionnels						
3 Cois blancs	10,63	34,50	17 009,00	398 671	85 709	484 380
4 Cois bleus	14,80	40,00	31 589,00	740 803	140 368	881 171
5 Policiers						
6 Pompiers	1,68	40,00	3 282,00	138 180	14 346	152 526
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	36,61		70 444,00	1 955 699	364 216	2 319 915
9	7,00			133 398	26 311	159 709
10	43,61			2 089 097	390 527	2 479 624

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					16 688
13 Réseau de distribution de l'eau potable					23 805
14 Traitement des eaux usées					
15 Réseaux d'égout					720 842
16 Autres			13 200		761 335
17	748 135		13 200		761 335

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	18 908	14 278
	4	18 908	14 278
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	27 564	11 102
Sécurité civile	7	5 428	4 787
Autres	8		
	9	32 992	15 889
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	16 494	13 613
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	16 494	13 613
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	18 596	22 166
Traitement des eaux usées	18	19 106	9 247
Réseaux d'égout	19	6 583	4 769
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	44 285	36 182
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	28 289	28 712
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 411	
Autres	38	913	658
	39	35 613	29 370
Réseau d'électricité			
	40		
	41	148 292	109 332

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pascal Quevillon	36 322	16 767
Yannick Proulx	10 067	5 034
Joëlle Larente	10 067	5 034
Jérémie Bourque	10 067	5 034
Stéphanie Larocque	10 067	5 034
Jules Morin	10 067	5 034
Steve Savard	2 517	1 258
Jean-François Girard	4 195	2 097

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	400 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	13 910 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	1 922 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
MRC de Deux-Montagnes Mandat pour 2014 à 2019 Mandat pour 2020 à 2028		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input checked="" type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	17 956 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus
provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de
taxation réel non uniformisé de 2019

36 _____

Facteur comparatif de 2019

37 _____

Valeur uniformisée

38 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="text"/>	51 <input type="text"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	<input type="text"/>
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	<input type="text"/>
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	<input type="text"/>
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	<input type="text"/>
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	<input type="text"/>
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	<input type="text"/>
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	<input type="text"/>
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	<input type="text"/>
- une blessure grave	60	<input type="text"/>
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	<input type="text"/>

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Oka _____

Code géographique : 72032 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la MUNICIPALITÉ D'OKA

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ D'OKA (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 270 605
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	196 426
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	27 453
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>5 046 726</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	531 174 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>532 695 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>531 934 850</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	0
--	---

 ,

9	4	8	7
---	---	---	---

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Oka _____

Code géographique : 72032 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 149 808
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	208 664
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	4 358 472

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	434 229
Égout	11	204 937
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	307 228
Autres	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000
Service de la dette	18	146 579
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 122 973
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 122 973
	27	5 481 445

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	96 728
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	8 890
	5	105 618

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	2 991
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	66 290
	9	69 281

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	174 899

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	720 144
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	137 648
Taxes d'affaires	17	
	18	857 792

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 032 691

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets	
Non audité								
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3					
Taxe foncière générale (taux variés)	4	450 815 111 X 5	0,7100 /100\$ 6				3 200 787	
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	3 479 200 X 8	0,7100 /100\$ 9				24 702	
Immeubles de 6 logements ou plus	10	31 538 839 X 11	1,2600 /100\$ 12				397 389	
Immeubles non résidentiels	13	5 208 000 X 14	1,2600 /100\$ 15				65 621	
Immeubles industriels								
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18					
Autres	19	7 855 500 X 20	0,7100 /100\$ 21				55 774	
Immeubles agricoles	22	58 454 950 X 23	0,7100 /100\$ 24				415 030	
Total			25	26 (15 000) 27 (28	5 505 29	4 149 808
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	30	557 351 600 X 31	0,0374 /100\$ 32				208 499	
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47					
Autres	48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 (208 499) 56 (57	165 58	208 664

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

**Taxes sur la valeur foncière
Taxes générales**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (	27 (	28	29

Taxes spéciales

Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (	56 (	57	58

**Valeur locative
imposable**

Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (63 (64	65
---	----	------	------	------	------	----	----

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 9 | 9	,	1 | 0	\$
Égout	2	2 | 1 | 4	,	9 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 7 | 5	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau - immeubles rue St-Sulpice Est	258,6000	7	par unité d'occupation
Eau - secteur des puits	226,4000	7	par unité d'occupation
Eau - compteur d'eau	0,2970	7	du mètre cube
Égout - Abbaye d'Oka	1 000,0000	4	
Eau - piscine creusée	100,0000	7	par immeuble
Eau - piscine hors-terre	55,0000	7	par immeuble
Règlement 2004-45 (Immobilière)	460,8000	7	par immeuble
Règlement 2008-78 (Parcs)	48,7400	7	par unité d'occupation
Règlement 2015-132 (Sentier cyclable)	0,0010	1	
Règlement 2015-133 (Camion citerne #1)	0,0048	1	
Règlement 2017-162 (Parapluie #1)	0,0158	1	
Règlement 2017-170 (Inondations)	0,0037	1	
Règlement 2017-171 (Camion incendie #2)	0,0049	1	
Règlement 2018-173 (Boues)	15,4300	7	par unité d'occupation
Règlement 2018-183 (Pinède)	2 161,1100	7	par immeuble
Règlement 2018-184	0,0072	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 481 445
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	202 108
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	5 249 337

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	557 351 600
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	[] [] 0] , [9] [4] [1] [8] /100 \$
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		1	2	3	4	5	6	7	Terrains vagues desservis		8	9	
									Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels			Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
	Taxes sur la valeur foncière												
	Générales	409 187				67 569			58 713		26 004		436 897
	De secteur												
	Autres												
	Taxes sur une autre base												
	Taxes, compensations et tarification												
	Service de la dette												
	Autres												
	Taxes d'affaires												
	Sur la valeur locative												
	Autres												
		409 187			67 569				58 713		26 004		436 897

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9	3 354 432	5 670
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12		146 579
Autres	13		946 394
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16	3 354 432	1 098 643
			5 451 445

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	320 302 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-17	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>7 248 871 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>334 600 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>152 815 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>53 085 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	